

- **Nom**  
LAPORTE
- **Prénom**  
Jean-Marie
- **Adresse**  
52, rue Maréchal Foch 66000 Perpignan
- **Raison sociale**  
Maison de l'Europe Pyrénées-Roussillon

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
Le BREXIT, quels enjeux?
- **Description de l'activité**  
La Maison de l'Europe Pyrénées-Roussillon coorganise avec le mouvement Européen France une consultation citoyenne sur le BREXIT, en présence de Monsieur Thomas BARRY, Ministre Conseiller aux affaires européennes de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris. Au moins 200 ressortissants britanniques habitent dans notre Département, cette consultation sera le moment pour eux et pour les citoyens d'exprimer leurs espoirs, leurs impressions, leurs craintes, leurs souhaits et leurs propositions sur le sujet. Les citoyens de cette consultation sont invités à prendre la parole et à s'exprimer sur leur vision de l'Europe. Elle se terminera par un apéritif autour duquel se poursuivront les échanges.
- **Date et heure**  
05 septembre 2018 à 19h30
- **Lieu**  
Au centre d'art contemporain A cent mètres du centre du Monde, 3 rue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan.

- **Nombre de participants**  
80
- **Catégories de publics présents**  
tout public
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Monsieur Thomas BARRY, Ministre conseiller aux affaires européenne de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris.

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
citoyenneté, démocratie, communication, la santé, liberté de circulation, espace Schengen, le BREXIT, commerce, liberté de marchandise et services...
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**  
Le public trouve qu'il y a un manque de débats européens dans les médias, télé, radio, journaux... L'Europe fait beaucoup de choses et la plupart de la population n'est pas informer.  
Les ressortissants britanniques présents ont remarqué un manque de démocratie de la part de leur gouvernement, du fait qu'ils n'avaient pas le droit de voter au referendum. Et ils se sont montrés impuissants devant la situation car pour eux le peuple n'a pas été bien informés des enjeux qui représentait le BREXIT, ils se sont sentis trahis. Ils se sentaient, également, abandonnés par le manque d'information de l'Union européenne face à cette situation et le manque de réactivité.  
Les citoyens trouvent que des changements doivent se faire dans les institutions européennes, moins des contraintes et beaucoup plus d'actions.  
La question de la liberté de circulation a attiré l'intérêt des participants, par exemple dans le cas de britanniques qui résident en France ou l'enjeu est de savoir comment sera géré en droit civil la liberté de circulation ; ainsi que la possibilité du Royaume-Uni de faire partie de certaines agences européennes, comme les agences de sécurité (Europol...)  
Le point sur les projets de coopération financés par l'UE avec des partenaires anglais a été, également, soulevé. Les français s'inquiètent pour l'avenir de leurs relations de partenariat. Partenariats consolidés depuis des années et que ne pourront plus se dérouler à cause de la suppression des aides européennes du côté anglais.  
  
Pendant la consultation ont été soulevés plus de questions que de véritables réponses mais l'essentiel est de faire remonter nos opinions aux institutions européennes.

- **Pistes de proposition formulées**  
Liberté de circulation...

### **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**  
Expression du public :
  - « Nous voulons rester dans l'UE »
  - « Les résidents britanniques devront-ils demander une VISA ? »
  - « Vous allez maintenir votre présence dans le Conseil de l'Europe ? »
  - « Il faut un changement de mentalité dans les institutions européennes »
  - « Le Royaume Uni aime l'Europe mais il n'aime pas les institutions européennes »